

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/3 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.3.63821

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Il n'en reste pas moins qu'en 1954 et 1955, après plusieurs débats à l'ONU et surtout après la visite d'Adenauer à Moscou le 8 septembre 1955, quand progressivement quelques milliers de prisonniers de guerre relevant de catégories spéciales – des dizaines de généraux par exemple furent rapatriés – subsistait encore le cas de 749 »non amnistiés«, considérés comme criminels de guerre. Le 26 septembre 1955 le présidium du comité central du PCUS décida leur rapatriement soit en direction de la RFA, soit vers la RDA, à condition qu'ils fussent jugés et poursuivent leur peine en fonction de la gravité de leur cas. 82 civils appartenant à cette catégorie furent également rapatriés dont 73 en RDA. Huit avaient été condamnés à mort, puis graciés, mais condamnés à des peines de 25 ans de camps les plus durs.

L'histoire des prisonniers de guerre allemands condamnés comme criminels de guerre par les tribunaux soviétiques de toutes juridictions, et cela dès 1942–1943, dépasse souvent les principes élémentaires du droit pour revêtir un caractère qui témoigne certes et avant tout, d'un esprit de vengeance né des circonstances. Le 10 septembre 1955, dès l'ouverture des négociations entre les délégations gouvernementales de la RFA et de l'URSS qui se sont tenues à Moscou au sujet des Allemands détenus en URSS, Boulganine laissa exploser ses ressentiments à l'égard de l'Allemagne hitlérienne. Pour lui, il ne restait plus que des criminels ayant perdu toute dignité humaine. Toutefois, comme ont réussi à le démontrer les auteurs de cette étude magistrale, mais n'est-ce pas une lapalissade, on voit dominer avant tout un enchevêtrement d'administrations, d'institutions et d'organes de répression exerçant leur pouvoir avec la même rigueur que sur leurs compatriotes. Et, ironie combien triste de l'histoire, les soldats soviétiques ayant été capturés par les Allemands et leurs familles n'ont été réhabilités qu'après les traîtres à leur propre patrie (collaborateurs) et les plus grands criminels de guerre étrangers (et pas seulement Allemands) ...

Ainsi ce livre traite tout autant d'un des aspects jusqu'ici mal connu et oublié de la deuxième guerre mondiale que du totalitarisme, soviétique en l'occurrence, ou des relations diplomatiques entre la RFA et l'URSS durant les années les plus difficiles de la guerre froide. Et il faut souligner la disponibilité et l'esprit de coopération des responsables russes de dépôts d'archives ultra-sensibles qui ont permis d'étudier un des chapitres les plus sombres de cette période. Doit-on voir dans ce changement d'attitude un signe tangible de la politique que semble vouloir imposer le nouveau gouvernement russe? On peut le penser.

S'il est évident qu'un travail de cette ampleur repose sur une bibliographie importante, on découvre ici l'abondance étonnante d'ouvrages en langue russe traitant du thème depuis quelques années.

Marcel SPIVAK, Les Lilas

Ralf Thomas BAUS, Die Christlich-Demokratische Union Deutschlands in der sowjetisch besetzten Zone 1945–1948. Gründung – Programm – Politik, Düsseldorf (Droste) 2001, 590 p. (Forschungen und Quellen zur Zeitgeschichte, 36).

Le livre de Baus, qui présente la fondation de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) dans la zone d'occupation soviétique, en 1945, et son évolution jusqu'à la mainmise totale par le SED, en 1948, est issu d'une thèse soutenue à l'université de Bonn, et comme il se doit, il s'agit d'un travail scientifique rigoureux, mené sous la direction d'Hans-Peter Schwarz. La publication a été extrêmement soignée et les annexes sont nombreuses. La bibliographie est particulièrement imposante, mais elle aurait sans doute gagné à une séparation entre sources écrites et travaux scientifiques, pour une meilleure lisibilité. La citation des fonds d'archives est détaillée, et donc très utile aux chercheurs. En plus du traditionnel index des personnes, on trouve un index thématique et surtout un précieux lexique biographique. Enfin, l'annexe de 36 tableaux de données sociales, économiques, politiques extrêmement

précises sur la zone d'occupation soviétique est une mine pour l'étude d'une période et d'une région encore à découvrir.

Le travail s'appuie essentiellement sur le fonds d'archives de la CDU de l'Est, déposés à la Konrad-Adenauer-Stiftung, ce qui est, semble-t-il, une première. L'auteur a aussi consulté diverses archives des fonds du *Land* de Berlin et des 5 *Länder* de l'Est, des fonds des archives fédérales, en particulier celui du parti et des organisations de masse de la RDA et les fonds de l'*Institut für Zeitgeschichte*.

Le thème traité est très novateur. L'auteur a pour principal objectif de démontrer que, loin des conceptions jusque-là admises, ce n'est pas fin 1947—début 1948 que s'opère la prise de contrôle dans la zone soviétique sur les partis politiques. En fait, il affirme que la mise au pas fut en route dès les premiers mois et que dès l'origine, le contrôle de l'administration militaire soviétique (SMAD) était total sur les partis »bourgeois« et, en particulier, sur la CDU.

Les trois étapes présentées sont marquées chacune par un changement de dirigeant. Après la création de la CDU dès 1945, l'année 1946 est marquée par un conflit au sujet de la réforme agraire et la destitution de la direction de la CDU, à commencer par son leader Andreas Hermes. Après cette première inflexion, la CDU redéfinit son programme de »socialisme chrétien«, conçu comme un pont entre l'Est et l'Ouest. La nouvelle destitution du leader, Jakob Kaiser, fin 1947, marque un basculement déjà définitif. La troisième étape s'achève lors du Congrès d'Erfurt en 1948, qui laisse la direction du parti à Otto Nuschke et termine le processus mis en place dès la création de la CDU, en laissant la place libre au KPD.

L'histoire détaillée de la fondation des CDUD dans chaque *Land* de l'Est (entre juin et juillet 1945), et pour commencer à Berlin, montre des spécificités liées à l'histoire régionale, mais elle met aussi en évidence un facteur commun: quelque soit le groupe ou le personnage duquel vint l'initiative, le nouveau parti comprenait des couches sociales variées, des deux confessions, et des membres issus des divers partis de Weimar. Dans l'ensemble, on trouve trois types différents de fondations des cercles locaux de la CDU. Dans quelques rares cas (Cottbus par exemple), il s'agissait de la refondation de l'ancien *Zentrum*, on s'accrocha d'abord au nom de l'ancien parti, mais on adopta des positions semblables à celles des autres cercles. Ailleurs, il s'agissait de la création d'un parti démocratique avec une aile libérale plus ou moins forte, comme à Leipzig ou à Greifswald; enfin, dans la majeure partie des cas, on vit la construction originale d'un parti chrétien interconfessionnel sous le nom de CDU ou d'un nom proche, comme à Dresde, Chemnitz, Halle, Potsdam et Berlin. Il n'y a donc pas eu de centre de domination tout puissant à Berlin, à partir duquel la CDU se serait répandue dans l'ensemble de la zone d'occupation soviétique. Mais quelle que fut l'histoire de la création de chaque cercle local, l'Union a été, dans l'ensemble de la zone soviétique, confrontée à la domination précoce du KDP, dès les premières heures.

Dans les mois qui suivirent la création, les conditions difficiles dans lesquelles il allait falloir s'efforcer de faire de la politique devinrent en effet évidentes. Le SMAD se mêlait de plus en plus du processus de décision politique. La CDU fut ainsi soumise à un épais système de contrôle et de direction, tout comme les autres partis. De plus, elle fut aussi enfermée dans le système du Bloc (Front unitaire) et soumise à la très forte influence communiste dans l'administration de la zone soviétique. Ralf Thomas Baus évoque une véritable »corde au cou« qui l'étranglait de plus en plus.

Au cours du conflit à propos de la réforme agraire, il s'avéra rapidement que la marge de manœuvre de la CDU était très restreinte. Les communistes avaient décidé de faire main basse sur des positions clés, dans les régions, les districts et les sections locales, où cela était plus facile qu'à Berlin, un peu trop sous le feu des projecteurs. La direction berlinoise de la CDU, mise devant le fait accompli, eut du mal à maintenir la ligne politique unitaire. Pour les sections locales, la vie quotidienne était faite d'une continuelle guerre d'usure contre la politique des communistes. L'auteur conduit ici une étude extrêmement précise des manœuvres de prise de pouvoir subies dans chaque région. Les mises à pied de dirigeants locaux se mul-

tiplèrent et dans certains cas, les mesures d'influence et d'écartement se révélèrent brutales, telles que des arrestations ou diverses représailles, comme par exemple l'imposition d'amendes élevées lors de la campagne électorale de 1946. Ainsi l'auteur affirme que, dès les élections du printemps 1946, on ne peut déjà plus parler d'élections libres au sens où on l'entend dans un régime démocratique. La politique des blocs s'avérait être un camouflage pour couvrir les manipulations des communistes, alors que les autres partis y voyaient une coalition provisoire dans l'attente de la mise en place d'un régime issu d'élections libres.

Après l'arrivée à la direction du parti de Jakob Kaiser, la CDU entreprit un virage à gauche, dans le cadre de sa stratégie générale de «socialisme chrétien». Mais la politique qu'il proposait, avec l'Allemagne conçue comme un pont entre l'Est et l'Ouest, était alors totalement incompatible avec les intérêts stratégiques de Moscou. Les succès de la CDU à l'Ouest avaient ouvert un espoir pour la zone d'occupation soviétique, mais malgré le potentiel électoral important de l'Union en Saxe, il était déjà trop tard et Kaiser fut démis de ses fonctions par le SMAD, en décembre 1947. Mais la partie était déjà gagnée par les communistes depuis le début de l'année.

Hugo Hickmann, le dirigeant de la section de Saxe, tenta d'infléchir la ligne du parti vers une ouverture de plus en plus grande vers l'Ouest, dans la perspective d'une réunification, tout en maintenant les meilleures relations possibles avec le SMAD. Otto Nuschke, au contraire, s'était déjà déclaré favorable à une orientation à l'Est. Il se servit du deuxième congrès populaire pour accélérer son ascension politique. Pendant ce temps, la SED avait réactivé la politique des blocs et favorisé la création de deux nouveaux partis (DBD et NDVP) pour affaiblir encore la CDU. L'installation de Nuschke à la tête de l'Union fut la coupure décisive et permit l'alignement de l'Union sur la nouvelle orientation de la politique allemande de l'URSS.

On ne peut donc pas parler de «préhistoire démocratique» de la RDA, car il n'y eut jamais de chance véritable pour une reconstruction démocratique.

Françoise BERGER, Paris

Corine DEFRANCE, *Les Alliés occidentaux et les universités allemandes*. Préface de Hans-Peter SCHWARZ, Paris (CNRS Éditions) 2000, 406 S.

In fünf Hauptkapiteln unter den Leitaspekten: Situation 1945, Wiedereröffnung und Entnazifizierung, erste Maßnahmen zur Reform, Universitäten zwischen Konservatismus und Erneuerung, Universitäten und Kalter Krieg, faßt Corine Defrance ambitiös und erfolgreich die Ergebnisse der Forschung über die *westalliierte* Hochschulpolitik in der Besatzungszeit bis 1949 zusammen. Es verwundert nicht, daß in der Bibliographie die westalliierten Akteure mit Erinnerungsliteratur von inzwischen zweieinhalb Seiten vertreten sind und die Aufarbeitungen – einschließlich der hinweisenden Literatur über Hochschulen in der Sowjetzone – vierzehneinhalb Seiten umfassen. Die Auswertung der Hochschularchive beschränkt Defrance auf Bonn, Freiburg und Heidelberg, was im Detail Fragen aufwirft, andererseits die Grenzen der Möglichkeiten während eines Stipendiums der Humboldt-Stiftung darstellt.

Diese drei Hochschulen erscheinen für die vertiefenden Teile des Buches als begründet ausgewählt. Während Göttingen für die Britische Zone, Marburg und München für die Amerikanische Zone und Mainz für die Französische Zone in die erste Linie der hochschulpolitischen Auseinandersetzungen gehören, stellen die ausgewählten drei eher Hochschulen der zweiten Kategorie dar. Damit kommt Durchschnittlicheres genauso in das Blickfeld wie die Hochschulpolitik am Sitz von Hochschulabteilungen der Militärverwaltungen. Hätte Defrance dazu auch eine Technische Hochschule ausgewählt, wären die mit diesem Hochschultyp verbundenen weiteren Aspekte der Besatzungspolitik deutlicher